Cahiers de Psychologie Politique

N° 34 | 2019
Avenir de la démocratie Janvier 2019

Européennes : le choc des hystéries

Francis BROCHET

Édition électronique :
URL : https://cpp.numerev.com/articles/revue-34/2025-europeennes-le-choc-des-hysteries
DOI : numerev_1191
ISSN : 1776-274X
Date de publication : 11/01/2019

Cette publication est sous licence **CC BY-NC-ND** (Attribution - No commercial - No derivatives).

Pour **citer cette publication** : BROCHET, F. (2019) Européennes : le choc des hystéries. *Cahiers de Psychologie Politique*, (34). https://doi.org/10.34745/numerev_1191

LIBRE PROPOS

Il faut toujours lire Alain Duhamel. Le plus mesuré et chevronné de nos commentateurs politique sonner l'alarme devant l'état de la société politique. Elle produit de nos jours, écrit-il, l'étrange spectacle « *d'une hystérisation, d'une mise en scène, d'une procession continue de faits divers politiques convertis en événements majeurs le temps d'une journée, un chapelet ininterrompu de polémiques, de dénonciations, d'interpellations, de débats caricaturaux* »

Mots-clés :

> « L'homme croit aux idées non parce qu'il leur arrive d'être vraies, mais parce qu'il doit croire. Parce qu'il doit faire régner l'ordre dans son cœur. Parce qu'il doit boucher au moyen d'une illusion ce trou dans les parois de sa vie par lequel se sentiments ne demandent qu'à fuir à tous les vents. La voie juste serait doute, plutôt que de se laisser aller à de passagères illusions, de chercher au moins les conditions de l'enthousiasme authentique. » Robert Musil, L'Homme sans qualité.

Il faut toujours lire Alain Duhamel. Le plus mesuré et chevronné de nos commentateurs politique sonner l'alarme devant l'état de la société politique. Elle produit de nos jours, écrit-il, l'étrange spectacle « d'une hystérisation, d'une mise en scène, d'une procession continue de faits divers politiques convertis en événements majeurs le temps d'une journée, un chapelet ininterrompu de polémiques, de dénonciations, d'interpellations, de débats caricaturaux »[1].

Retenons de cette indignation un mot, « hystérisation », qui définit la société politique contemporaine. Nous constaterons que le concept d'hystérie politique n'est pas nouveau : forgé au lendemain de la Seconde guerre mondiale, il a longtemps été la caractéristique des mouvements extrémistes. Il leur demeure attaché, mais s'étend aussi progressivement à l'ensemble de la société politique, des dirigeants politiques aux citoyens, sans oublier les médias. L'hystérisation politique qui inquiète Alain Duhamel

est bien une réalité, elle pèse déjà lourdement sur la campagne des prochaines élections européennes. Il faut maintenant essayer de comprendre comment s'est produit le désastre – car c'est en est un, fatal à la démocratie si nous ne trouvons pas d'urgence les moyens d'en sortir.

« Des états durables de peur collective »

Un politologue hongrois, Istvan Bibo (1911-1979), a le premier développé le concept d' « hystérie politique » ou « communautaire »[2]. Nous sommes en 1946, Istvan Bibo a connu les prisons des fascistes hongrois, il connaitra plus tard celle des communistes. Son propos est alors d'analyser pourquoi l'Allemagne, de Bismarck à Hitler, a plusieurs fois entrainé l'Europe dans la guerre. Il réfute les explications essentialistes d'un peuple allemand qui serait « guerrier » par nature, pour explorer les causes historiques de ce nationalisme belliqueux. Il les trouve dans « le processus douloureux et tumultueux de la naissance des nations modernes », en premier lieu de la nation allemande, un processus qui a pu « déformer l'attitude psychique de peuples entiers ».

L'hystérie politique, développe Istvan Bibo, résulte d'« états durables de peur collective qui s'emparent des masses à la suite de grands traumatismes historiques ». Ses symptômes sont « la méconnaissance de la réalité par la communauté, son incapacité à résoudre les problèmes posés par la vie, l'incertitude ou l'hypertrophie de l'évaluation de soi-même, les réactions irréalistes et disproportionnées aux influences du monde environnant ».

La communauté hystérique est alors portée à « chercher quelqu'un ou un groupe d'individus sur qui elle puisse faire retomber ses propres responsabilités. » Elle ne cesse d'agresser le monde environnant, et elle finit par « susciter effectivement les sentiments et intentions hostiles dont elle avait imaginé l'existence. » Engrenage implacable de la prophétie auto-réalisatrice qui débouche sur la guerre.

Des nationalistes aux populistes

Le processus douloureux de la naissance des nations modernes, pointé après-guerre par Istvan Bibo, continue aujourd'hui de produire ses effets. Car il a été prolongé par la construction européenne et la mondialisation des économies, qui tendent à nier les identités nationales. Et il a été exacerbé par la crise financière et la crise migratoire, sur fond de terrorisme islamiste.

La Hongrie de Viktor Orban conserve ainsi le traumatisme historique du traité de Trianon de 1920, qui l'avait privée d'un tiers de sa population. Elle le ravive dans son affrontement avec « Bruxelles », qui prétendrait la peupler de migrants. L'Italie de Matteo Salvini reste marquée par l'émergence tardive et toujours contestée d'une

nation italienne, dont l'exaltation par le fascisme s'est achevée en débâcle. Et elle a souffert d'avoir dû faire face seule aux flux de migrants traversant la Méditerranée, cet abandon de l'Europe ouvrant la voie à la montée d'un nationalisme tourné contre « Bruxelles »[3].

L'hystérie politique a cependant gagné du terrain au-delà de l'extrémisme nationaliste. Elle emporte de nos jours des mouvements que, faute de mieux, l'on qualifie de « populistes ». C'est un mot-valise, qui tente de contenir l'affirmation du peuple face aux élites, le refus du clivage gauche-droite, un manichéisme porté par une rhétorique agressive… L'historien Pascal Ory le définit en trois traits : « dénonciation d'une souveraineté populaire confisquée ; forte identification nationale ; personnalisation du leadership »[4]. La xénophobie populiste, poursuit Pascal Ory, s'apparente à un « trouble paranoïaque ». Elle se nourrit d'une émotion partagée, politiquement exploitée, le ressentiment. Pascal Ory explique, en des termes qui font écho à l'hystérie politique d'Istvan Bibo : « Conscience hostile d'une hostilité, le ressentiment justifie l'animosité contre autrui en postulant ses mauvaises intentions, faisant de soi une victime et de l'autre un bourreau ». Le ressentiment recrute parmi « ceux qui se vivent comme les vaincus, matériels ou symboliques, d'un univers assimilé à un espace agonistique ».

Il en va ainsi du Mouvement 5 Etoiles, qui gouverne l'Italie avec la Ligue de Matteo Salvini. Son populisme n'est pas réductible au nationalisme d'extrême droite, mais il participe bien de l'hystérie politique, jusqu'à son slogan fondateur, « Vaffanculo » (va te faire foutre). En France, Le Rassemblement national de Marine Le Pen prolonge et élargit l'extrémisme du Front national, en conjuguant le ressentiment social au ressentiment national. La France Insoumise de Jean-Luc Mélenchon met en scène chaque semaine son combat contre les élites de Paris, Bruxelles et Washington. Et aux Etats-Unis Donald Trump, l'élu du très vieux et très respectable Parti Républicain, fantasme le monde entier en prédateur des Américains.

Les passions selon Macron

Istvan Bibo parle indifféremment d'hystérie « politique » ou « communautaire ». C'est que l'hystérie s'inscrit dans un monde scindé en deux communautés irréconciliables, « nous » et « eux ». Les nôtres, les « nachi » comme se sont appelés les partisans de Vladimir Poutine, et les autres, les ennemis. Et c'est précisément sur ce schéma manichéen que Viktor Orban a choisi d'ouvrir la campagne des élections européennes, le 28 août à Milan. Il y a « actuellement deux camps en Europe », a lancé le Premier ministre hongrois au côté de son « héros » (sic), Matteo Salvini. Dans leur camp, les forces qui veulent « arrêter l'immigration illégale ». En face, le camp ennemi « dirigé par Macron, à la tête des forces politiques qui soutiennent l'immigration ». Rien de surprenant, Viktor Orban était dans la logique hystérique de son nationalisme. La surprise est venue de la réponse. Dès le lendemain, depuis Copenhague, Emmanuel Macron réplique : « Ils ont raison ». Il affirme qu'il « ne cèdera jamais rien aux nationalistes et à ceux qui prônent ce discours de haine ». Le défi est relevé, le choc des

hystéries est annoncé.

Le rangement d'Emmanuel Macron dans la catégorie de l'hystérie politique, en compagnie (ou en miroir) de Matteo Salvini et Viktor Orban, peut évidemment étonner, sinon choquer. Examinons cependant sans a priori les composantes de son discours. La simplification manichéenne, en premier lieu : bien avant le défi lancé par le duo Orban-Salvini, il a réduit le débat européen à l'affrontement de deux camps, progressistes contre nationalistes, libéraux contre illibéraux. Entre lui et eux, rien : la droite de Laurent Wauquiez est renvoyée dans le camp de Viktor Orban, la gauche de Jean-Luc Mélenchon est confondue avec l'extrême droite de Marine Le Pen au nom d'une « convergence des nationalismes européens ». L'agressivité rhétorique, en second lieu : il stigmatise à Bratislava « ces dirigeants avec ces esprits fous et qui mentent à leur peuple », ciblant sans ambiguïté Viktor Orban et le gouvernement polonais. En juin, au lendemain d'un Conseil européen tendu, il accuse ces derniers de vouloir « déporter » les migrants. La dramatisation émotionnelle de la situation politique, enfin : il alerte sur les similitudes de l'Europe actuelle avec celle des années 30, sur un regain nationaliste qui pourrait à nouveau plonger le continent dans la guerre. « Le monde dans lequel nous vivons est dangereux », insiste le président français.

Emmanuel Macron relève le défi hystérique, et cela n'a rien d'étonnant. Sa réaction est dans la continuité de son ascension politique, qui a su emprunter le registre populiste pour s'imposer contre les partis de gouvernement, puis contre le populisme de Marine Le Pen. Son tract de l'entre-deux-tours citait, comme première raison de voter Macron : « Il est différent des responsables politiques qui l'ont précédé, il a eu un vrai métier ». Après cette affirmation antipolitique, la deuxième raison puisait dans la plus pure démagogie populiste : « Il va réduire d'un tiers le nombre de parlementaires ». Et la quatrième le campait en chevalier blanc anti-corruption : « Il ne doit rien à personne d'autre qu'à nous ; il n'aura pas d'ascenseur à renvoyer »… La maîtrise du registre populiste se double, chez Emmanuel Macron, de l'ambition de dépasser une approche gestionnaire de la politique. Là encore, les apparences sont trompeuses, chez un homme souvent réduit à sa formation d'énarque et à son activité passée de banquier. « Le grand enjeu, c'est de sortir de l'insignifiance »[5], théorisait-il récemment dans La Nouvelle Revue française. A rebours des politiciens du « vieux monde », qui auraient commis l'erreur d'être « sortis de l'émotion populaire », il revendique d'y faire retour : « Les gens ne vous reconnaissent comme l'un des leurs que si vous prouvez que vous êtes capables de partager leur émotion. » Mieux, il se réjouit du choc des passions politiques en Europe : « Ce vieux continent de petits-bourgeois se sentant à l'abri dans le confort matériel entre dans une nouvelle aventure où le tragique s'invite. »

« Mes supporteurs m'aiment pour cela »

Il est toujours périlleux de prétendre évaluer la sincérité d'un homme, singulièrement d'un homme politique. Comment faire la part du calcul et de la conviction chez Matteo

Salvini dans son usage du ressentiment nationaliste ? Ou chez Emmanuel Macron dans l'agitation du spectre des années 30 ?

Donald Trump a répondu, au moins pour lui-même. Lorsqu'un journaliste lui reproche vertement ses violentes diatribes contre les Démocrates et les médias, désignés en « ennemis du peuple » à ses partisans, le président des Etats-Unis rétorque : « Mes supporteurs m'aiment pour cela ». Le journaliste s'étonne et s'indigne, Donald Trump le coupe : « Je ne serais pas ici (à la Maison Blanche), si je n'avais pas fait ça »[6]. Candeur ou cynisme ? Peu nous importe ici, l'essentiel est qu'il assume l'hystérisation politique, de la campagne présidentielle à l'exercice de la présidence.

L'hystérie est spectaculaire, dans sa version politique également. Elle assure l'audience télévisée et la popularité électorale. Et elle entretient une logique infernale liant politiques, électeurs et médias, dans laquelle chacun s'accuse mutuellement d'être à l'origine de la dérive – l'hystérique, c'est toujours l'autre.

Dans le vide postmoderne

Quittons cependant le terrain moral de la sincérité et du cynisme pour poser la question autrement : et si Emmanuel Macron n'avait pas le choix ? Et si le registre hystérique demeurait le seul permettant de contrer la montée des nationalismes ? L'hystérie politique décrite par Istvan Bibo n'est plus cantonnée au camp populiste ou extrémiste, la pathologie a gagné l'ensemble du champ social. Elle s'est développée dans le vide créé par la fin des idéologies décrite par Jean-François Lyotard dans La Condition postmoderne : nous avons perdu la foi dans « les grands héros, les grands périls, les grands périples et le grand but ». Dans le monde postmoderne, poursuit le philosophe, « les anciens pôles d'attraction formés par les Etats-nations, les partis, les professions, les institutions et les traditions historiques perdent de leur attrait ». Dans ce monde, « chacun est renvoyé à soi »[7].

La postmodernité proclame la fin des Lumières et du règne de la Raison, au profit de l'émotion. Elle bouleverse la fabrique des convictions, autrefois déterminée par des cadres collectifs. « La subjectivité démocratique s'est déplacée, analyse Anne Muxel, et elle se recompose dans une articulation nouvelle entre l'individu et le collectif, au sein de laquelle l'expérience subjective et le rôle des affects jouent un rôle décisif »[8]. C'est dans ce contexte postmoderne que la dimension psychologique conquiert toute sa place dans l'analyse politique, et que l'hystérie peut être reconnue comme une catégorie politique[9].

En mode numérique

Le choix des armes est pour Emmanuel Macron d'autant plus contraint qu'il gouverne dans un monde numérique. Tout a été dit sur la radicalisation des opinions sur Internet par les « bulles de filtrage », sur la violence des échanges par émoticônes et en 140

signes (et même en 280). Nous devons constater la banalisation et la légitimation de la violence dans le débat public, sa « brutalisation », pour citer Romain Badouard, qui reprend une expression qualifiant le débat politique de l'entre-deux-guerres[10]. Comment ne pas mentionner ici le mouvement des « gilets jaunes », dont la rapidité de diffusion sur les réseaux s'est doublée d'une immédiate radicalisation ? Mais aussi les tweets vengeurs de Donald Trump contre les institutions américaines et le président français, ou les posts sur Facebook de Matteo Salvini ciblant les migrants et Emmanuel Macron ? Posons l'hypothèse que le monde numérique est spontanément hystérique.

Il l'est également dans son rapport à la vérité. La communauté hystérique, écrivait Istvan Bibo, « entretient avec la réalité un rapport de plus en plus faux ». En 2016, notre société numérique conduit le dictionnaire Oxford à faire de « post-vérité » le mot de l'année, après la victoire présidentielle de Donald Trump aux Etats-Unis et du Brexit au Royaume-Uni. Le débat se développe désormais au sein de « tribus » soudées par leurs opinions, contre les opinions d'autres tribus, dans l'indifférence à l'égard du « fact-checking » des médias institutionnels. Notre espace public est constitué d'une multitude de mondes clos, polarisés, qui n'entrent en relation que sur un mode guerrier. Nous retrouvons ici l'analyse d'Istvan Bibo : « La vision du monde de l'hystérique est fermée et homogène ; elle explique tout, elle justifie tout, ses affirmations sont en parfait harmonie avec ses prescriptions ».

Tissé de faits réels ou d'infox, l'hystérie politique trouve vite un relais dans les médias. Car l'hystérie est spectaculaire, dans sa version politique également, et synonyme d'audience. L'exemple des « gilets jaunes » est à nouveau pertinent : le mouvement a trouvé sa véritable dimension quand il est passé des réseaux sociaux aux médias professionnels. Télévisions et journaux ont diffusé sans filtre les vidéos et pages Facebook des initiateurs du mouvement, leur amateurisme technique et le simplisme des arguments semblant leur conférer un surcroît de sincérité, à défaut de vérité. La radicalisation et la spectacularisation du mouvement sont ensuite allées de pair, jusqu'à embraser les rues de nos villes.

C'est là une logique infernale qui lie politiques, médias et citoyens. Bien sûr, chacun s'accuse mutuellement d'être à l'origine de la dérive – l'hystérique, c'est toujours l'autre.

Le pacte de Faust

Les deux camps sont en place. Les nationalistes et les progressistes, dans la version d'Emmanuel Macron. Les adversaires de l'immigration illégale et les immigrationnistes, selon Viktor Orban. Les électeurs européens trancheront dans les urnes le 26 mai, nul ne peut aujourd'hui anticiper leurs votes. Seule certitude, la campagne sera menée sur le registre de l'hystérie politique, par la volonté conjuguée des nationalistes et d'Emmanuel Macron.

Le pari du président français est périlleux. Certains de ses partisans le mettent en

garde : « Une opposition caricaturale entre les méchants populistes et les gentils progressistes européanistes fait courir l'énorme risque de voir les plus caricaturaux l'emporter », avertit le communicant Robert Zarader. Un député d'En Marche compare le pari macronien au pacte de Faust : « A court terme, c'est nécessaire pour gagner ; à long terme, c'est dangereux ».

Nécessité fait peut-être loi, ici et maintenant. Mais après ? L'hystérie politique ne peut demeurer le seul horizon de nos démocraties, au risque de les conduire à leur perte. « Sur la plus grande partie du monde, le dialogue est aujourd'hui remplacé par la polémique », déplorait Albert Camus au lendemain de la guerre, au moment où Istvan Bibo développait sa thèse. La polémique « consiste à considérer l'adversaire en ennemi, à la simplifier par conséquent et à refuser de le voir », poursuivait Camus, pour conclure : « Il n'y a pas de vie sans dialogue » (5). Là est l'urgence : retrouver les voies du dialogue, de l'échange. Le numérique est là pour durer, il convient maintenant d'apprendre à en maîtriser l'usage. Développons un programme d'alphabétisation numérique, qui enseigne à tous comment, dans ce Nouveau monde, parvenir à renouer avec le respect de l'autre et de sa différence, avec les règles de la conversation et du compromis. Alors nous pourrons espérer sortir de la peur et de l'hystérie politique.

1 Libération, 21 novembre 2018.

2 Bibo Istvan, Misère des petites Etats d'Europe de l'Est, 1993, Albin Michel.

3 L'ironie de l'histoire est que le parti de Matteo Salvini, la Ligue du Nord, a longtemps nié l'existence d'une nation italienne au profit d'une affirmation autonomiste du Nord du Pays, la Padanie, avant d'entreprendre la conquête électorale du Sud en ne s'appelant plus que « la Ligue ».

4 Ory Pascal, Peuple souverain, 2017, Gallimard.

5 Entretien avec Michel Crépu et Alexandre Duval-Stalla, La Nouvelle Revue française, Mai 2018.

6 Axios, « Trump on divisive rhetoric Video ».

7 Lyotard Jean-François. La Condition postmoderne, 1979, Les Editions de Minuit. L'effacement progressif des Etats-nations est la thèse dominante à la fin des années 70. Leur renaissance après la chute du communisme sera d'autant plus virulente qu'elles avaient été niées.

8 Muxel Anne (sous la direction de), Croire et faire croire, 2017, SciencesPo. Nous lui avons emprunté la citation de Musil ouvrant cet article.

9 Pascal Ory se réjouit dans « Peuple souverain » du retour en grâce de « l'hypothèse psychologisante ».

10 Badouard Romain, « Internet et la brutalisation du débat public », La Vie des Idées, 6

novembre 2018. Voir aussi : Brochet Francis, Démocratie Smartphone, 2017, Editions François Bourin.